

No. 29221

**FRANCE
and
DJIBOUTI**

**Convention concerning judicial cooperation in civil matters,
including personal status, and commercial, social and
administrative matters (with forms). Signed at Djibouti
on 27 September 1986**

Authentic text: French.

Registered by France on 16 November 1992.

**FRANCE
et
DJIBOUTI**

**Couvention de coopération judiciaire en matière civile, y
compris le statut personnel, commercial, social et admi-
nistratif (avec formulaires). Signée à Djibouti le 27 sep-
tembre 1986**

Texte authentique : français.

Enregistrée par la France le 16 novembre 1992.

CONVENTION¹ DE COOPÉRATION JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE, Y COMPRIS LE STATUT PERSONNEL, COMMERCIAL, SOCIAL ET ADMINISTRATIF ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Le Gouvernement de la République française et

Le Gouvernement de la République de Djibouti,

Désireux de renforcer la coopération judiciaire entre les deux pays dans les domaines du droit civil y compris le statut personnel, commercial, social et administratif, et de contribuer ainsi au développement de leurs relations sur le fondement des principes du respect de la souveraineté nationale et de l'égalité des droits et avantages réciproques,

Désireux également de mieux assurer la protection des enfants et des créanciers d'aliments ainsi que l'autorité des décisions prises dans le domaine des personnes et de la famille,

Ont résolu de conclure la présente Convention.

CHAPITRE I. AUTORITÉS CENTRALES

Article 1^{er}. OBJET DE LA COOPÉRATION

Les autorités compétentes des deux Etats agissant dans les domaines du droit civil, y compris le statut personnel, du droit social, commercial et administratif, s'engagent à accorder une entraide judiciaire mutuelle et à promouvoir leur coopération en ce domaine.

Article 2. AUTORITÉS CENTRALES

1. Les ministères de la Justice des deux Etats sont désignés comme autorités centrales chargées de satisfaire aux obligations de la présente Convention.

2. Les ministères de la Justice coopèrent entre eux et interviennent pour promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes et leurs Etats respectifs. A cet effet, ils communiquent directement entre eux et saisissent, le cas échéant, leurs autorités administratives ou judiciaires compétentes. L'intervention des ministères de la Justice est gratuite.

Article 3. COMMISSION MIXTE

1. Il est créé une commission mixte consultative composée de représentants des ministères chargés des Affaires étrangères et de la Justice de chacun des deux Etats. Cette commission est chargée de promouvoir l'application de la présente Convention, d'en faciliter l'application, de proposer toute modification qu'elle jugera opportune pour améliorer son efficacité et d'aider au règlement des problèmes les plus difficiles qui seront soumis aux autorités centrales.

2. Cette commission se réunira à la demande de l'un ou de l'autre Etat.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} août 1992, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (des 12 janvier 1988 et 3 juin 1992) par lesquelles les Etats contractants s'étaient informés de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, conformément au paragraphe 2 de l'article 62.

Article 4. ATTRIBUTIONS GÉNÉRALES DES AUTORITÉS CENTRALES

Les autorités centrales sont chargées de recevoir et de donner suite aux demandes qu'elles s'adressent mutuellement dans le cadre de la présente Convention, sans préjudice des fonctions dévolues à d'autres autorités par les dispositions de conventions existantes. Ces autorités, notamment :

1. Donnent suite aux demandes qu'elles s'adressent mutuellement, tendant, dans un intérêt administratif, à la délivrance de copies de documents publics, de décisions judiciaires ou d'actes de l'état civil;
2. Peuvent s'adresser des demandes de renseignements ou d'enquête dans le cadre des procédures civiles, commerciales et administratives ou relatives au statut personnel dont leurs autorités judiciaires sont saisies; l'exécution de telles demandes se fait dans le cadre des lois et règlements de l'Etat requis;
3. Se communiquent, sur leur demande, des informations sur leur législation et leur jurisprudence, sur leur organisation judiciaire et, d'une manière générale, facilitent les échanges au plan judiciaire;
4. Se tiennent mutuellement informées du fonctionnement de la présente Convention.

Article 5. DISPENSE DE LÉGALISATION

Les demandes et les documents transmis en application de la présente Convention sont dispensés de légalisation, d'apostille et de toute formalité d'authentification analogue.

Article 6. ORDRE PUBLIC

L'exécution des demandes d'entraide judiciaire ne peut être refusée que si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté ou à la sécurité de l'Etat requis.

CHAPITRE II. ACCÈS AUX TRIBUNAUX; DISPENSE DE CAUTION

Article 7. ACCÈS AUX TRIBUNAUX; DISPENSE DE CAUTION

Les ressortissants de chacun des deux Etats ont sur le territoire de l'autre Etat, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat, libre et facile accès aux juridictions pour la défense de leurs droits ou intérêts. Ils y bénéficient de la même protection judiciaire.

Ils ne peuvent se voir imposer ni caution, ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit, à raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence habituelle dans cet Etat. La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 8. PERSONNES MORALES

Les dispositions de l'article précédent s'appliquent aux personnes morales, légalement constituées ou autorisées sur le territoire de l'un des deux Etats et qui y ont leur siège social.

Article 9. « EXEQUATUR » GRATUIT DES FRAIS ET DÉPENS

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans l'un des Etats contractants contre toute personne dispensée de la caution, du dépôt ou du

versement en vertu soit de la présente Convention, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, à la demande du créancier, rendues gratuitement exécutoires dans l'autre Etat contractant.

Article 10. RÔLE DES AUTORITÉS CENTRALES

Les demandes d'*exequatur* gratuit des frais et dépens peuvent être acheminées par la voie des autorités centrales. Ces autorités sont chargées de recevoir les demandes et de prendre les mesures appropriées pour qu'une décision définitive soit prise à cet égard. Les autorités centrales saisissent directement leurs autorités judiciaires compétentes par la voie du Ministère public institué auprès des juridictions.

Article 11. DOCUMENTS

Les demandes d'*exequatur* doivent être accompagnées :

- a) D'une expédition conforme de la décision judiciaire;
- b) De tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et qu'elle y est exécutoire.

L'autorité compétente de l'Etat requis statue sur les demandes d'*exequatur* sans entendre les parties. Elle se borne à vérifier que les pièces ont été produites. A la requête du demandeur, elle évalue le montant des frais d'attestation, de traduction et de certification, qui sont assimilés aux frais et dépens du procès.

Les parties n'ont d'autres recours contre la décision rendue par l'autorité compétente que ceux qui leur sont ouverts par la législation de l'Etat requis.

CHAPITRE III. ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article 12. BÉNÉFICE DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Les ressortissants de l'un des deux Etats sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire sur le territoire de l'autre Etat dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet autre Etat.

Article 13. MAINTIEN DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE

La partie admise à l'assistance judiciaire dans l'Etat où la décision a été rendue en bénéficie sans nouvel examen dans toute procédure tendant à la reconnaissance ou à l'exécution de cette décision dans l'autre Etat dans les conditions prévues par le droit de cet Etat.

Article 14. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

Les demandes d'assistance judiciaire doivent être accompagnées d'une déclaration concernant la situation économique du requérant. Ce document est délivré au requérant par les autorités de sa résidence habituelle, ou par le Consul de son Etat territorialement compétent si l'intéressé réside dans un Etat tiers.

L'autorité requise peut, si elle l'estime opportun, à titre complémentaire, demander des renseignements sur la situation économique du requérant auprès des autorités de l'Etat dont il est ressortissant, notamment lorsque l'intéressé réside dans l'Etat requis. Elle les informe de toutes difficultés relatives à l'examen de la demande ainsi que de la décision prise.

Article 15. ACHEMINEMENT DE LA DEMANDE

Les demandes d'assistance judiciaire, accompagnées des pièces produites à leur appui, ainsi que les demandes de renseignements complémentaires sont transmises par la voie des autorités centrales. Ces autorités assistent le demandeur afin que tous les documents et informations qui, à la connaissance de ces autorités, sont nécessaires à l'appréciation de la demande d'assistance judiciaire soient joints à celle-ci.

Ces documents peuvent également être transmis :

- Soit directement à l'autorité de l'Etat requis compétente pour en connaître;
- Soit par la voie diplomatique ou consulaire, notamment lorsque l'intéressé réside sur le territoire d'un Etat tiers.

Article 16. GRATUITÉ ET URGENCE

L'intervention des autorités compétentes pour transmettre, recevoir et statuer sur les demandes d'assistance judiciaire est gratuite.

L'instruction des demandes d'assistance judiciaire est effectuée d'urgence.

CHAPITRE IV. NOTIFICATION DES ACTES JUDICIAIRES
ET EXTRAJUDICIAIRES

Article 17. TRANSMISSION PAR LES AUTORITÉS CENTRALES

Les demandes de signification ou de notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires en matière civile et de statut personnel, en matière commerciale, sociale ou administrative à des personnes qui se trouvent sur le territoire de l'un des deux Etats peuvent être transmises par l'autorité centrale de l'Etat requérant à l'autorité centrale de l'Etat requis.

Les récipissés et les attestations afférentes à la remise sont transmis directement à l'autorité requérante.

Article 18. AUTRES MODES DE TRANSMISSION

Les dispositions de l'article qui précède ne font pas obstacle :

1. A la faculté pour les personnes intéressées, pour les fonctionnaires, officiers ministériels ou autres personnes compétentes de l'Etat d'origine de s'adresser directement à l'autorité de l'Etat de destination compétente pour faire procéder à la signification ou à la notification;
2. A la faculté pour les fonctionnaires, officiers ministériels ou autres personnes compétentes de l'Etat d'origine de s'adresser directement à l'autorité centrale de l'Etat de destination;
3. A la faculté pour les fonctionnaires, officiers ministériels ou autres personnes compétentes de l'Etat d'origine d'adresser directement par la voie de la poste des actes judiciaires aux personnes se trouvant à l'étranger;
4. A la faculté pour les deux Etats de faire remettre directement par leurs représentants ou leurs délégués les actes judiciaires ou extrajudiciaires à leurs ressortissants. En cas de conflit de législation, la nationalité du destinataire de l'acte est déterminée par la loi de l'Etat où la remise doit avoir lieu.

Article 19. LANGUE

Les actes dont la signification ou la notification est demandée sont rédigés dans la langue de l'Etat requérant.

Les demandes de signification ou de notification sont rédigées sur des imprimés dont les formules modèles sont annexées à la présente Convention.

Article 20. ATTESTATION DE REMISE

L'autorité requise chargée de faire procéder à la remise d'un acte utilise à cet effet la voie la plus appropriée, qu'il s'agisse de la remise par voie postale, par voie d'huissier ou par l'intermédiaire d'un agent préposé à cet objet ou de la remise sur simple convocation.

La preuve de la remise d'un acte se fait au moyen d'un récipissé qui est établi sur des imprimés dont les formules modèles sont annexées à la présente Convention.

L'attestation constate la forme, le lieu et la date de la remise, le nom de la personne à laquelle l'acte a été remis ainsi que, le cas échéant, le refus du destinataire de recevoir l'acte ou le fait qui a empêché l'exécution.

Article 21. FORMALITÉ DU DOUBLE EXEMPLAIRE

Les actes comme les demandes de transmission sont transmis en double exemplaire.

Les actes sont accompagnés d'une fiche descriptive de leurs éléments essentiels conforme à la formule modèle annexée à la présente Convention.

Article 22. SURSIS À STATUER

Lorsqu'un acte a dû être transmis sur le territoire de l'un des deux Etats aux fins de signification ou de notification, le Juge a la faculté de surseoir à statuer aussi longtemps qu'il n'est pas établi que l'acte a été signifié ou notifié. Toutefois, passé le délai de six mois depuis la date d'envoi de l'acte, le Juge peut statuer s'il est établi que l'acte a été transmis conformément aux dispositions de la Convention et que, nonobstant toutes diligences utiles auprès des autorités compétentes de l'Etat requis, aucune attestation de remise n'a pu être obtenue.

Article 23. GRATUITÉ

La remise ou la tentative de remise d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire ne donne lieu au remboursement d'aucun frais pour les services de l'Etat requis.

Toutefois, les frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel ou d'un huissier demeurent à la charge du requérant.

Article 24. ADRESSE

Lorsque l'adresse du destinataire de l'acte est incomplète ou inexacte, l'autorité requise s'efforce néanmoins de satisfaire à la demande dont elle est saisie. Elle peut à cet effet demander à l'Etat requérant des renseignements complémentaires de nature à permettre l'identification et la recherche de la personne concernée.

CHAPITRE V. COMMISSIONS ROGATOIRES

Article 25. TRANSMISSION PAR AUTORITÉS CENTRALES

Chaque Etat a la faculté de transmettre par la voie des autorités centrales les commissions rogatoires émanant de ses autorités judiciaires qui concernent le domaine civil y compris le statut personnel, le domaine commercial, social et administratif.

Les autorités centrales sont chargées de recevoir les commissions rogatoires et de les transmettre à leurs autorités judiciaires compétentes aux fins d'exécution.

Article 26. VOIE CONSULAIRE

Les deux Etats ont la faculté, également, de faire exécuter directement par leurs représentants ou les délégués de ceux-ci les commissions rogatoires concernant les ressortissants.

En cas de conflit de législation, la nationalité de la personne concernée sera déterminée par la loi de l'Etat où la commission rogatoire doit être exécutée au moment de sa délivrance.

Article 27. REFUS D'EXÉCUTION

L'exécution de la commission rogatoire ne peut être refusée que si elle n'entre pas dans les attributions de l'autorité judiciaire de l'Etat requis ou si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté ou à la sécurité de cet Etat.

L'exécution ne peut être refusée pour le seul motif que la loi de l'Etat requis revendique une compétence judiciaire exclusive dans l'affaire en cause ou ne connaît pas de voie de droit répondant à l'objet de la demande portée devant l'Etat requérant ou parce qu'elle tendrait à un résultat non admis par la loi de l'Etat requis.

Article 28. DATE D'EXÉCUTION

L'autorité requise informe de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée afin que les autorités, les parties intéressées et leurs représentants puissent y assister.

Cette communication peut être faite par l'intermédiaire des autorités centrales des Etats contractants ou directement aux personnes compétentes de l'Etat d'origine ou aux parties intéressées elles-mêmes.

Article 29. EXÉCUTION

L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire applique sa loi interne en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il est déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, à moins que celle-ci ne soit incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis. Si la demande en est faite dans la commission rogatoire, les questions et les réponses sont intégralement transcrites ou enregistrées. Le juge commettant de l'Etat requérant peut assister à l'exécution de la commission rogatoire.

La commission rogatoire doit être exécutée d'urgence.

Article 30. MOYENS DE CONTRAINTE

En exécutant la commission rogatoire, l'autorité requise applique les moyens de contrainte appropriés et prévus par sa loi interne.

Article 31. PIÈCES D'EXÉCUTION

Les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire sont transmises par l'intermédiaire des autorités centrales.

Lorsque la commission rogatoire n'est pas exécutée en tout ou en partie, l'autorité requérante en est informée immédiatement par la même voie et les raisons lui en sont communiquées.

Article 32. GRATUITÉ

L'exécution de la commission rogatoire ne peut donner lieu au remboursement d'aucun frais.

Toutefois, l'Etat requis a le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux experts et aux interprètes ainsi que le remboursement des frais résultant de l'application d'une forme spéciale demandée par l'Etat requérant.

Article 33. ADRESSE

Lorsque l'adresse de la personne dont l'audition est demandée ou qui fait l'objet de la mesure d'instruction sollicitée est incomplète ou inexacte, l'autorité requise s'efforce néanmoins de satisfaire à la demande dont elle est saisie. Elle peut à cet effet demander à l'Etat requérant des renseignements complémentaires de nature à permettre l'identification et la recherche de la personne concernée.

CHAPITRE VI. RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES

SECTION I. DOMAINE GÉNÉRAL

Article 34. CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à la reconnaissance et à l'exécution des décisions rendues par les autorités judiciaires des deux Etats en matière civile, commerciale, sociale et administrative, ainsi qu'aux décisions rendues par les juridictions pénales en matière de réparation de dommages et de restitution de biens.

Elles s'appliquent, également, aux décisions rendues en matière de statut personnel, notamment aux décisions relatives à la garde des enfants, au droit de visite ou aux obligations alimentaires sous réserve des dispositions des sections II et III du présent chapitre.

Le présent chapitre s'applique à toute décision, quelle qu'en soit la dénomination, rendue par les autorités judiciaires à la suite de procédures contentieuses ou gracieuses.

Article 35. CONDITIONS DE LA RECONNAISSANCE

Les décisions contentieuses et gracieuses rendues par les autorités judiciaires de l'un des deux Etats sont reconnues de plein droit sur le territoire de l'autre Etat si elles réunissent les conditions suivantes :

- 1) La décision émane d'une juridiction compétente selon les règles concernant les conflits de compétence admises dans l'Etat où la décision est reconnue;
- 2) La décision a fait application de la loi applicable au litige en vertu des règles de solution des conflits de lois admises dans l'Etat où la décision est reconnue;
- 3) Les parties ont été régulièrement citées, représentées ou déclarées défaillantes;
- 4) La décision ne contient aucune disposition contraire à l'ordre public de l'Etat sur le territoire duquel elle est invoquée;
- 5) La décision d'après la loi de l'Etat où elle a été rendue est passée en force de chose jugée et est exécutoire;
- 6) Un litige entre les mêmes parties, fondé sur les mêmes faits et ayant le même objet :
 - N'est pas pendant devant une juridiction de l'Etat requis, première saisie;
 - N'a pas donné lieu à une décision rendue par une juridiction de l'Etat requis, réunissant les conditions nécessaires pour être reconnue;
 - N'a pas donné lieu à une décision rendue dans un Etat tiers réunissant les conditions nécessaires à sa reconnaissance sur le territoire de l'Etat requis.

Article 36. EFFET DE LA RECONNAISSANCE

Les décisions reconnues de plein droit ne peuvent donner lieu à aucun acte d'exécution forcée ni faire l'objet d'aucune formalité publique, comme l'inscription sur les registres publics qu'après avoir été déclarées exécutoires. Toutefois, en matière d'état des personnes, les décisions passées en force de chose jugée peuvent être publiées sans *exequatur* sur les registres de l'état civil si le droit de l'Etat où les registres sont tenus ne s'y oppose pas.

Article 37. PROCÉDURE DE LA RECONNAISSANCE

La procédure tendant à obtenir la reconnaissance d'une décision est régie par le droit de l'Etat requis.

Lors de l'appréciation de la compétence du tribunal d'origine, l'autorité requise est liée par les constatations de fait sur lesquelles ce tribunal a fondé sa compétence à moins qu'il ne s'agisse d'une décision par défaut.

Article 38. DOCUMENTS

La partie à l'instance qui se prévaut d'une décision judiciaire doit produire :

- 1) Une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité;
- 2) L'original de l'exploit de signification de la décision ou de tout autre acte qui tient lieu de signification;
- 3) Un certificat du greffier constatant qu'il n'existe contre cette décision ni opposition, ni pourvoi en cassation;

4) Le cas échéant, une copie de la citation de la partie qui a fait défaut à l'instance, copie certifiée conforme par le greffier de la juridiction qui a rendu la décision;

5) S'il y a lieu, un document justifiant que le requérant bénéficie de l'assistance judiciaire dans l'Etat d'origine.

Article 39. « EXEQUATUR »

L'autorité judiciaire requise vérifie si la décision dont l'exécution est demandée remplit les conditions prévues par la présente section pour la reconnaissance et est exécutoire. Elle ne procède à aucun examen au fond de la décision. L'*exequatur* peut être accordé partiellement pour l'un ou l'autre seulement des chefs de décision invoquée.

Article 40. SENTENCES ARBITRALES

Les sentences arbitrales rendues dans l'un des deux Etats sont reconnues et exécutées dans l'autre Etat aux mêmes conditions que les décisions judiciaires en tant que ces conditions leur sont applicables.

L'*exequatur* est accordé selon les formes fixées aux articles qui précèdent.

Article 41. TRANSACTIONS

Les transactions exécutoires dans l'un des deux Etats sont reconnues et déclarées exécutoires dans l'autre Etat aux mêmes conditions que les décisions, en tant que ces conditions leur sont applicables.

SECTION II. GARDE DES ENFANTS ET DROIT DE VISITE

Article 42. EXÉCUTION DES JUGEMENTS

En matière de garde d'enfants et d'exercice du droit de visite, les décisions judiciaires rendues sur le territoire de l'un des deux Etats peuvent être déclarées opposables sur le territoire de l'autre par les juridictions de cet Etat dès lors qu'elles sont exécutoires et satisfont aux conditions des seuls paragraphes 1, 2, 3, 4 et 6 de l'article 35 de la présente Convention.

Article 43. RÈGLES DE CONFLITS

En matière de garde d'enfants et de droit de visite, la reconnaissance ou l'exécution d'une décision rendue dans l'un des deux Etats ne peut être refusée par l'autre Etat dans les cas suivants :

1. Lorsque le tribunal de l'Etat qui a rendu la décision est celui :

— De la résidence commune effective des parents

— Ou de la résidence du parent avec lequel l'enfant vit habituellement.

Lors de l'appréciation de la compétence territoriale du tribunal de l'Etat qui a rendu la décision, l'autorité requise de l'autre Etat est liée par les constatations de fait sur lesquelles ce tribunal a fondé sa compétence, à moins qu'il ne s'agisse d'une décision par défaut.

2. Lorsque le tribunal de l'Etat qui a rendu la décision a appliqué :

a) Si les parents sont de même nationalité, leur loi nationale commune

- b) En l'absence de nationalité commune des parents :
- Soit la loi de leur résidence commune effective;
 - Soit la loi de la résidence du parent avec lequel l'enfant vit habituellement.

Article 44. DOCUMENTS

La partie qui invoque l'autorité d'une décision judiciaire rendue en matière de garde d'enfants et de droit de visite ou qui en demande l'exécution, doit produire un certificat du greffier constatant seulement que la décision est exécutoire dans l'Etat où elle a été rendue, nonobstant les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 38 de la présente Convention.

SECTION III. OBLIGATIONS ALIMENTAIRES

Article 45. EXÉCUTION DES JUGEMENTS

En matière d'obligations alimentaires, les décisions judiciaires rendues sur le territoire de l'un des Etats peuvent être déclarées opposables sur le territoire de l'autre par les juridictions de cet Etat dès qu'elles sont exécutoires et satisfont aux conditions des seuls paragraphes 1, 2, 3, 4 et 6 de l'article 35 de la présente Convention.

Article 46. RÈGLES DE CONFLITS

En matière d'aliments, la reconnaissance ou l'exécution de la décision rendue dans l'un des deux Etats ne peut être refusée par l'autre Etat dans les cas suivants :

1. Lorsque le tribunal de l'Etat qui a rendu la décision s'est déclaré compétent parce que la résidence habituelle du créancier d'aliments se trouvait sur son territoire.

Lors de l'appréciation de la compétence territoriale du tribunal de l'Etat qui a rendu la décision, l'autorité requise de l'autre Etat est liée par les constatations de fait sur lesquelles le tribunal a fondé sa compétence, à moins qu'il ne s'agisse d'une décision par défaut.

2. Lorsque le tribunal de l'Etat qui a rendu la décision a appliqué la loi de la résidence habituelle du créancier d'aliments.

Article 47. DOCUMENTS

La partie qui invoque l'autorité d'une décision judiciaire, rendue en matière d'obligations alimentaires ou qui en demande l'exécution, doit produire un certificat du greffier constatant seulement que la décision est exécutoire dans l'Etat où elle a été rendue nonobstant les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 38 de la présente Convention.

CHAPITRE VII. PROTECTION DE LA PERSONNE DES ENFANTS;
GARDE DES ENFANTS ET DROIT DE VISITE

Article 48. COOPÉRATION JUDICIAIRE SPÉCIFIQUE

Aux fins de la présente section, les deux Etats se garantissent réciproquement, sur leur territoire et sous le contrôle de leurs autorités judiciaires, le libre exercice du droit de garde sur l'enfant mineur sous la seule condition de l'intérêt de l'enfant. Ils se garantissent également le libre exercice du droit de visite notamment dans

l'Etat de la résidence du parent qui n'a pas la garde. Ils se garantissent mutuellement, enfin, la bonne exécution des décisions de justice rendues par l'autre Etat dans ces domaines.

Article 49. DÉPLACEMENT ET NON-RETOUR D'UN ENFANT

Le déplacement ou le non-retour d'un enfant est considéré comme illicite :

a) Lorsqu'il a lieu en violation d'un droit de garde, attribué à une personne ou à une institution, seul ou conjointement, par le droit de l'Etat dans lequel l'enfant avait sa résidence habituelle immédiatement avant son déplacement ou son non-retour, et,

b) Que ce droit était exercé de façon effective et de bonne foi, seul ou conjointement, au moment du déplacement ou du non-retour.

Le droit de garde visé au paragraphe a du présent article peut notamment résulter d'une attribution de plein droit, d'une décision judiciaire ou d'un accord en vigueur selon le droit de cet Etat.

Article 50. RÔLE DES AUTORITÉS CENTRALES

Les autorités centrales prennent ou font prendre toute mesure appropriée pour :

a) Localiser un enfant déplacé illicitement;

b) Fournir des informations sur la situation de l'enfant;

c) Eviter de nouveaux dangers pour l'enfant;

d) Faciliter une solution amiable et, à défaut de remise volontaire, favoriser la remise judiciaire de l'enfant;

e) Permettre l'organisation ou l'exercice effectif du droit de visite;

f) Assurer, en liaison avec les représentants diplomatiques ou consulaires de l'autre Etat, le rapatriement de l'enfant en faisant établir si nécessaire une autorisation de sortie du territoire.

Article 51. DROIT D'ACTION D'OFFICE

1. En cas de refus de remise volontaire, les autorités centrales doivent saisir, dans les meilleurs délais, par la voie du ministère public institué auprès des juridictions agissant en matière civile, leurs autorités judiciaires compétentes, soit pour rendre exécutoires dans l'Etat requis les décisions exécutoires dans l'Etat requérant, soit pour faire statuer sur la demande de remise dont l'enfant fait l'objet.

2. Les autorités judiciaires peuvent également être saisies directement pour la partie intéressée.

3. L'exécution des décisions est demandée au tribunal dans le ressort duquel se trouve ou est présumé se trouver le mineur.

Article 52. REMISE VOLONTAIRE

L'autorité centrale de l'Etat où se trouve l'enfant déplacé ou retenu illicitement prend les mesures qu'elle estime appropriées pour assurer sa remise volontaire. Elle fait notamment entendre l'auteur du déplacement et du non-retour par l'intermédiaire du ministère public institué auprès des juridictions et le fait mettre en demeure d'avoir à satisfaire à ses obligations.

Article 53. REMISE JUDICIAIRE

1. Lorsqu'un enfant a été déplacé ou retenu illicitement au sens de l'article 49 et qu'une période de moins d'un an s'est écoulée à partir du déplacement ou du non retour au moment de l'introduction de la demande devant le juge de l'Etat où se trouve l'enfant, son retour immédiat doit être ordonné par ce juge.

2. Le juge, même saisi après l'expiration de la période d'un an prévue à l'alinéa précédent doit aussi ordonner le retour de l'enfant à moins qu'il ne soit établi que l'enfant s'est intégré dans son nouveau milieu.

3. Nonobstant les dispositions qui précèdent, le juge n'est pas tenu d'ordonner le retour de l'enfant lorsque la personne qui s'y oppose établit :

a) Qu'à l'époque de la violation invoquée, le titulaire du droit de garde n'exerçant pas effectivement ou de bonne foi le droit de garde sur l'enfant; ou

b) Que la remise de l'enfant serait de nature à mettre gravement en cause sa santé ou sa sécurité en raison de la survenance d'un événement exceptionnel.

4. Dans l'appréciation des circonstances visées dans cet article, le juge doit tenir compte des informations communiquées par l'autorité centrale de la résidence habituelle, notamment sur la législation en vigueur et les décisions judiciaires intervenues.

5. Une décision sur le retour de l'enfant n'affecte pas le fond du droit de garde.

Lorsqu'il est saisi à la fois d'une demande de retour et d'une demande en modification du droit de garde, le juge ne peut statuer sur le fond du droit de garde qu'après avoir établi que les conditions de la présente Convention pour un retour de l'enfant ne sont pas réunies.

Article 54. INFORMATION ET RÔLE DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES

1. A la demande du parent qui a la garde de l'enfant, les décisions judiciaires sur l'attribution du droit de garde rendues par les tribunaux de l'un des deux Etats alors que les parents sont — l'un français, l'autre djiboutien — sont à titre d'information et par la voie du ministère public, portées à la connaissance des fonctionnaires consulaires de l'Etat dont le parent qui n'a pas la garde est ressortissant.

2. Les fonctionnaires consulaires de chacun des deux Etats, lorsqu'ils délivrent un passeport ou autre titre de voyage concernant un enfant dont les parents sont — l'un français, l'autre djiboutien — doivent s'assurer de ce que le parent qui a la garde en vertu du droit de l'Etat de résidence a donné son consentement au déplacement de l'enfant.

Article 55. DROIT DE VISITE

1. Une demande tendant à l'organisation ou la protection de l'exercice du droit de visite peut être adressée à l'autorité centrale.

2. Les dispositions d'une décision judiciaire concernant le droit de visite sont reconnues et mises à exécution dans les mêmes conditions que les décisions relatives à la garde.

3. L'autorité centrale :

a) Prend les mesures appropriées pour que soient levés, dans toute la mesure du possible, les obstacles qui s'opposent à l'exercice paisible du droit de visite;

b) Peut faire saisir, par l'intermédiaire du ministère public, la juridiction compétente pour que soit organisé ou protégé le droit de visite. Cette juridiction peut fixer les modalités de la mise en œuvre et de l'exercice du droit de visite;

c) Peut faire saisir, par l'intermédiaire du ministère public, la juridiction compétente pour qu'il soit statué sur le droit de visite, lorsqu'il n'a pas été statué sur le droit de visite ou lorsque la reconnaissance ou l'exécution de la décision relative à la garde est refusée.

CHAPITRE VIII. RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES

Article 56. FONCTIONS DES AUTORITÉS CENTRALES

1. Dans le cadre des procédures tendant au recouvrement des aliments à l'étranger, les autorités centrales se prêtent mutuellement entraide pour la recherche et l'audition des débiteurs d'aliments séjournant sur le territoire de l'un des deux Etats, et pour le recouvrement volontaire des pensions alimentaires.

2. Les autorités centrales peuvent acheminer les demandes tendant à obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'une décision judiciaire relative aux obligations alimentaires.

3. Les autorités centrales peuvent, par la voie du ministère public, saisir directement leurs autorités judiciaires compétentes aux fins de rendre exécutoires ces décisions.

4. Les autorités centrales donnent suite, conformément aux dispositions de leur droit interne, aux demandes visant à l'exécution forcée des décisions déjà rendues exécutoires et saisissent, à cet effet, leurs autorités compétentes.

CHAPITRE IX. FORCE PROBANTE ET EXÉCUTION DES ACTES AUTHENTIQUES

Article 57. FORCE PROBANTE

Les actes authentiques, et notamment les actes notariés, dressés par les officiers publics ou ministériels de l'un des Etats, ont, dans l'ordre juridique de l'autre Etat, la même force probante que les actes correspondants dressés par les officiers publics ou ministériels de cet Etat.

Article 58. CARACTÈRE EXÉCUTOIRE

Les actes mentionnés à l'article précédent, exécutoires dans l'un des deux Etats, sont déclarés exécutoires dans l'autre Etat par l'autorité compétente selon la loi de l'Etat où l'exécution est demandée.

Cette autorité vérifie seulement si les actes réunissent les conditions nécessaires à leur exécution dans l'Etat où ils ont été reçus et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public de l'Etat où l'exécution est requise.

CHAPITRE X. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 59. DISPENSE DE LÉGALISATION

1. Les actes publics établis sur le territoire de l'un des deux Etats sont dispensés de légalisation ou de toute formalité analogue lorsqu'ils doivent être produits sur le territoire de l'autre Etat.

2. Sont considérés comme des actes publics, au sens de la présente Convention :

- Les documents qui émanent d'une autorité ou d'un fonctionnaire relevant d'une juridiction de l'État, y compris ceux qui émanent du ministère public, d'un greffier ou d'un huissier de justice;
- Les documents administratifs;
- Les actes notariés;
- Les déclarations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposées sur un acte sous seing privé.

3. En cas de doute sérieux sur l'authenticité d'un acte public, la vérification en est effectuée par l'intermédiaire des autorités centrales.

Article 60. ETAT CIVIL

Les deux Etats se communiquent à leur demande et sans frais des extraits de tout acte d'état civil concernant leurs nationaux.

Cette transmission s'effectue par la voie diplomatique ou consulaire. Toutefois, les nationaux de l'un des Etats peuvent s'adresser directement à l'autorité compétente de l'autre Etat.

Les actes d'état civil dressés ou transcrits dans les postes diplomatiques ou consulaires de chaque Etat sont assimilés aux actes d'état civil dressés sur le territoire de cet Etat.

Article 61. EXERCICE DE LA PROFESSION D'AVOCAT

A l'occasion d'un litige en matière civile, y compris le statut personnel, sociale, commerciale et administrative, les avocats membres d'un barreau français ou djiboutien peuvent assister les parties devant les juridictions et les organismes juridictionnels de l'autre Etat, tant au cours des mesures d'instruction qu'à l'audience dans les mêmes conditions que les avocats de cet Etat.

L'avocat qui use de la faculté d'assister les parties devant une juridiction ou tout organisme juridictionnel de l'autre Etat doit respecter les règles professionnelles et les usages locaux en vigueur dans l'Etat d'accueil, sans préjudice des obligations qui lui incombent dans l'Etat de provenance. Il doit être introduit auprès de la juridiction par le bâtonnier compétent dans l'Etat d'accueil, auquel il indique notamment l'organisation professionnelle dont il relève et la juridiction près de laquelle il exerce ordinairement, en établissant sa qualité d'avocat. Il doit se faire assister par un avocat dudit Etat et, pour la réception de toute notification prévue par la loi, faire éllection de domicile chez cet avocat.

CHAPITRE XI. DISPOSITIONS FINALES

Article 62

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les notifications constatant l'accomplissement de ces procédures seront échangées aussitôt que faire se pourra.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la réception de la dernière de ces notifications.

3. Chacun des deux Etats pourra à tout moment dénoncer la présente Convention en adressant à l'autre par la voie diplomatique une notification de dénonciation; la dénonciation prendra effet un an après la date de réception de ladite notification.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

FAIT à Djibouti, le 27 septembre 1986, en double exemplaire, en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour le Gouvernement
de la République de Djibouti :

[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Robert Thomas — Signed by Robert Thomas.

² Signé par Moumin Bahdon Farah — Signed by Moumin Bahdon Farah.

FORMULAIRE (ARTICLE 20)

Attestation en remise

L'autorité requise chargée de faire procéder à la remise de l'acte atteste :

1. Que la demande a été exécutée
le
à

2. Dans une des formes suivantes :
 - Voie postale
 - Voie d'huissier
 - Simple remise

3. Et que l'acte a été remis à (éventuellement lien avec le destinataire)
4. La demande n'a pas été exécutée en raison des faits suivants :

FAIT à Djibouti, le 27 septembre 1986

Signature et/ou cachet

FORMULAIRE (ARTICLE 21)

Destinataire :

Fiche descriptive des éléments essentiels de l'acte

Autorité requérante (cachet de l'officier ministériel avec indication de l'adresse)

Identité des parties^(*) :

Acte judiciaire

- 1) Désignation de l'acte :
- 2) Objet de l'instance, le cas échéant, montant du litige :
- 3) Date et lieu des comparution :
- 4) Indication des délais figurant dans l'acte :
- 5) Indication de la juridiction qui a rendu la décision et de la date à laquelle elle l'a prononcée :

Acte extra-judiciaire

- 1) Désignation de l'acte :
- 2) Indication des délais figurant dans l'acte :

^(*) S'il y a lieu identité et adresse de la personne intéressée à la transmission de l'acte

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF DJIBOUTI CONCERNING JUDICIAL COOPERATION IN CIVIL MATTERS, INCLUDING PERSONAL STATUS, AND COMMERCIAL, SOCIAL AND ADMINISTRATIVE MATTERS

The Government of the French Republic and
The Government of the Republic of Djibouti,

Desiring to strengthen judicial cooperation between the two countries in the spheres of civil law, including personal status, commercial, social and administrative law, and thus to contribute to the development of their relations based on the principles of respect, national sovereignty and the equality of reciprocal rights and benefits,

Desiring also to better safeguard children and maintenance creditors as well as the authority of decisions taken in the spheres of the individual and the family,

Have resolved to conclude the following Convention.

PART I. CENTRAL AUTHORITIES

Article 1. PURPOSE OF COOPERATION

The relevant authorities of the two States competent in the areas of civil law, including personal status, and social, commercial and administrative law, undertake to grant each other reciprocal judicial assistance and to promote cooperation in that area.

Article 2. CENTRAL AUTHORITIES

1. The Ministries of Justice of the two States shall be designated as the central authorities responsible for meeting the obligations of this Convention.

2. The Ministries of Justice of the two States shall cooperate between themselves and take steps to promote collaboration between the respective competent authorities of the two States. To this end, they shall communicate directly with each other and shall, where appropriate, bring cases before their competent administrative or judicial authorities. The involvement of the Ministries of Justice shall be free of charge.

Article 3. JOINT COMMISSION

1. A joint consultative commission composed of representatives of the Ministry of Foreign Affairs and Ministry of Justice in both States shall be established. This commission shall be responsible for promoting the implementation of this Convention, facilitating its implementation, and proposing any changes which it deems

¹ Came into force on 1 August 1992, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (of 12 January 1988 and 3 June 1992) by which the Contracting States had informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 62 (2).

advisable to improve its effectiveness and assist in settling the most difficult problems that will be referred to the central authorities.

2. The commission shall meet at the request of either State.

Article 4. GENERAL POWERS OF THE CENTRAL AUTHORITIES

The central authorities shall be responsible for receiving and dealing with reciprocally addressed requests under the provisions of this Convention, without prejudice to the functions delegated to other authorities by the provisions of existing conventions. Specifically, these authorities shall:

1. Deal with reciprocally addressed requests leading, for administrative purposes, to the issuance of copies of public documents, judicial decisions and civil registration records;
2. Reciprocally address requests for information or investigation within the scope of civil, commercial and administrative procedures or in relation to the personal status which their judicial authorities are asked to consider; these requests shall be implemented in accordance with the provisions of the laws and regulations of the requested State;
3. Transmit to each other on request information concerning their legislation and jurisprudence, their judicial organization, and generally facilitate exchange of information on the judicial level;
4. Keep each other informed of the functioning of the present Convention.

Article 5. EXEMPTION FROM LEGALIZATION

Requests and documents transmitted in implementation of this Convention shall be exempted from legalization, provision of a covering note and all other authentication formalities.

Article 6. PUBLIC ORDER

The implementation of requests for reciprocal judicial assistance may only be refused if such requests pose a threat to the sovereignty or security of the requested State.

PART II. ACCESS TO COURTS; EXEMPTION FROM SECURITY

Article 7. ACCESS TO COURTS; EXEMPTION FROM SECURITY

Nationals of each of the two States shall, in the territory of the other State, have free and easy access, under the same conditions as the nationals of that State, to the courts for the purpose of defending their rights and interests. They shall enjoy the same legal protection in that territory.

No security or deposit under any designation shall be required of them by reason of their status as aliens or the fact that they are not habitually domiciled or resident in that State. The same rules shall apply to the payment normally required of claimants or interveners as security for legal costs.

Article 8. LEGAL PERSONS

The provisions of the preceding article shall apply to all legal persons legally constituted or authorized on the territory of either of the two States and having their head office there.

Article 9. ENFORCEMENT ORDER FREE OF EXPENSES AND COSTS

Any order to pay legal costs in either of the Contracting States which is made against any person exempted from security, deposit, or payment either under the terms of this Convention or of the law of the State where the proceedings are being instituted shall, at the request of the creditor, be enforced free of charge in the other Contracting State.

Article 10. ROLE OF THE CENTRAL AUTHORITIES

Requests for enforcement exempt from costs may be sent via the central authorities. The said authorities shall be responsible for accepting requests and taking appropriate measures to see that a decision is made on the matter. The central authorities shall inform their competent judicial authorities via the government procurators in the courts of justice.

Article 11. DOCUMENTATION

Requests for enforcement should be accompanied by:

- (a) A true copy of the judicial decision;
- (b) Any document proving that the decision can no longer be the subject of general remedy in the originating State and that it is enforceable there.

The competent authority of the requested State shall rule on requests for enforcement without hearing the parties. It shall confine itself to verifying that the documents have been produced. At the request of the plaintiff, it shall evaluate the costs of authentication, translation, and certification, which shall be added to the legal costs.

The parties shall have no other remedy against the decision taken by the competent authority except those open to them under the legislation of the requested State.

PART III. LEGAL AID

Article 12. ENTITLEMENT TO LEGAL AID

Nationals of either State shall be entitled in the territory of the other State to legal aid under the same conditions as nationals of that State.

Article 13. CONTINUITY OF LEGAL AID

The party granted legal aid in the State where the decision has been given shall benefit therefrom without further review in any proceedings pertaining to the recognition or implementation of that decision in the other State in conditions provided for under the law of that State.

Article 14. SUBMISSION OF APPLICATIONS

An application for legal aid shall be accompanied by a statement concerning the economic circumstances of the applicant. This document shall be issued to the

applicant by the authorities of his place of habitual residence or, if the person concerned is resident in a third State, by the consul of his State having territorial competence.

The authority applied to may, if it deems it appropriate, request information on the economic circumstances of the applicant from the authorities of the State of which he is a national, particularly when the person concerned is resident in the requested State. It shall inform them of any difficulties relating to consideration of the application and of the decision taken.

Article 15. ROUTING OF THE APPLICATION

Applications for legal aid, accompanied by the supporting documentation, as well as requests for additional information, shall be transmitted via the central authorities. These authorities shall assist the applicant by attaching all the documents and pieces of information which, to the best knowledge of the authorities, are necessary for an assessment of the request for legal aid.

These documents may also be transmitted:

- Either directly to the authority of the requested State competent to take cognizance of them;
- Or through the diplomatic or consular channel, particularly where the person concerned is resident in the territory of a third State.

Article 16. FREEDOM FROM CHARGES AND URGENCY

The intervention of the competent authorities for the purpose of transmitting, receiving and ruling on requests for legal aid shall be free of charge.

The examination of applications for legal aid shall be carried out as a matter of urgency.

PART IV. NOTIFICATION OF JUDICIAL AND EXTRAJUDICIAL DOCUMENTS

Article 17. TRANSMISSION BY THE CENTRAL AUTHORITIES

Requests for the service of judicial or extrajudicial documents in civil matters, including personal status, and in social, commercial and administrative matters on persons located on the territory of either State may be forwarded by the central authority of the requesting State to the central authority of the requested State.

Receipts and certificates relating to the service shall be transmitted directly to the applicant authority.

Article 18. OTHER MODES OF TRANSMISSION

The provisions of the preceding article shall not impede:

1. The right of persons having an interest in the matter, officials, officers of the court or other competent persons from the originating State to apply directly to the competent authority in the destination State to undertake service of documents;
2. The right of officials, officers of the court or other competent persons from the originating State to apply directly to the central authority of the destination State;

3. The right of officials, officers of the court or other competent persons from the originating State to send judicial documents via the postal service to persons located abroad;

4. The right of the two States to dispatch judicial or extrajudicial documents directly to their nationals via their representatives or delegates. In the event of a conflict of legislation, the nationality of the recipient of the document shall be determined by the law of the State where the service is to take place.

Article 19. LANGUAGE

Documents for which notification or service is required shall be drawn up in the language of the applicant State.

Requests for service or notification shall be drawn up on special forms, models of which are annexed to this Convention.

Article 20. SERVICE CERTIFICATE

The requested authority responsible for serving a document shall use the most appropriate means to do so, whether by post, bailiff, an officer appointed to carry out this task, or a summons to attend at court.

Proof of the service of a document shall be furnished by means of a receipt drawn up on special forms, models of which are annexed to this Convention.

The certificate shall indicate the date and place the document was served, the form in which it was served, the name of the person to whom the document was served and, where appropriate, the refusal of the recipient to accept the document or any fact which prevented the document from being served.

Article 21. DUPLICATE FORMALITY

Documents such as requests for transmission shall be transmitted in duplicate.

Documents shall be accompanied by a form describing the basic data to be included in accordance with the model annexed to this Convention.

Article 22. STAY OF JUDGEMENT

When a document has had to be transmitted on the territory of either State for the purposes of notification or service, the judge has the right to defer judgement for as long as it cannot be established that the document has been served or presented. However, six months after the document has been dispatched, the judge may come to a decision if it can be established that the document has been transmitted in accordance with the provisions of the Convention and that, despite having made all necessary representations to the competent authorities in the requested State, it has proved impossible to obtain a service certificate.

Article 23. FREEDOM FROM CHARGES

The service or attempted service of a judicial or extrajudicial document shall not give rise to the reimbursement of any costs for the services of the requested State.

However, costs occasioned by the mediation of an officer of the court or a bailiff shall be borne by the applicant.

Article 24. ADDRESS SEARCH

If the address of the intended recipient of the document is incomplete or inaccurate, the requested authority shall try nevertheless to comply with the request. To this end, it may ask the requesting State for supplementary information to assist it in identifying and searching for the person in question.

PART V. LETTERS OF REQUEST

Article 25. TRANSMISSION VIA THE CENTRAL AUTHORITIES

Either State has the right to transmit via the central authorities letters of request originating from its judicial authorities which concern matters in the civil sphere, including personal status, and in the commercial, social and administrative spheres.

The central authorities are responsible for accepting letters of request and transmitting them to the judicial authorities which are competent to execute them.

Article 26. CONSULAR CHANNEL

The two States shall both be entitled to have letters of request concerning their nationals executed directly by their representatives or by persons delegated to do so by their representatives.

In the event of a conflict of legislation, the nationality of the person concerned shall be determined by the law of the State in which the letter of request is to be executed at the time of its issuance.

Article 27. REFUSAL OF EXECUTION

The execution of a letter of request may only be refused if its execution does not lie within the jurisdiction of the judicial authorities of the requested State or if the execution of the request is liable to impair the sovereignty or security of that State.

Execution cannot be refused for the sole reason that the law of the requested State requires exclusive judicial jurisdiction in the matter under consideration, does not recognize any legal remedy corresponding to the purpose of the request made by the applicant State, or because it would lead to an outcome precluded by the law of the requested State.

Article 28. DATE OF EXECUTION

The requested authority shall give notice of the date and place of the execution of the solicited measure so that the authorities, the parties concerned and their representatives may be present.

Such notification may be effected through the central authorities of the Contracting States, directly to competent persons from the originating State, or to the actual parties concerned.

Article 29. EXECUTION

The judicial authority which proceeds to the execution of a letter of request shall apply the laws of its own country with regard to the methods to be followed.

However, it shall accede to the applicant authority's request for the execution to follow a special procedure, unless this procedure is incompatible with public order in the requested State. If a request to follow this procedure is made in the

letter, the questions and answers shall both be transcribed or recorded. The judge appointed by the requesting State may be present at the execution of the letter of request.

The letter of request shall be executed as a matter of urgency.

Article 30. MEASURES OF CONSTRAINT

In executing the letter of request, the requested authority shall apply whatever measures of constraint are appropriate and provided for under its domestic legislation.

Article 31. EXECUTORY DOCUMENTATION

Documentation certifying that a letter of request has been executed shall be transmitted via the central authorities.

If the letter of request is not executed in whole or in part, the requesting authority shall be so notified immediately through the same channel and the reasons shall be communicated to it.

Article 32. FREEDOM FROM CHARGES

The execution of a letter of request shall not give rise to the refunding of any costs.

However, the requested State shall have the right to require the requesting State to refund fees paid to experts and interpreters as well as the costs of execution by means of a special method requested by the requesting State.

Article 33. ADDRESS SEARCH

If the address of the person being convened for hearing or the person who is the subject of requested proceedings is incomplete or inaccurate, the requested authority shall try nevertheless to comply with the request. To this end, it may ask the requesting State for supplementary information to assist it in identifying and searching for the person in question.

PART VI. RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF JUDICIAL DECISIONS

SECTION I. GENERAL MATTERS

Article 34. SCOPE

The provisions of this part shall apply to the recognition and enforcement of decisions given by the judicial authorities of the two States in civil, commercial and administrative matters and of decisions given by the criminal courts in respect of payment of damages and restitution of property.

They shall apply also to decisions given in matters of personal status, in particular to decisions relating to child custody, visiting rights and maintenance obligations, subject to the provisions of sections II and III of this part.

This part shall apply to any decision of any kind given by the judicial authorities following adjudicatory or non-contentious proceedings.

Article 35. CONDITIONS OF RECOGNITION

Decisions in adjudicatory or non-contentious proceedings given by the judicial authorities of either of the two States shall automatically be recognized on the territory of the other State provided that they satisfy the following conditions:

(1) The decision was given in a court which is competent under the rules governing conflicts of jurisdiction accepted on the territory of the State in which the decision is recognized;

(2) The decision has applied the law in relation to litigation under the rules for resolving conflicts of legislation that are accepted in the State where the decision is recognized;

(3) The parties were duly summoned, represented or declared in default;

(4) The decision contains nothing contrary to public order in the State on whose territory it is invoked;

(5) Under the law of the State where the decision was given, it has acquired the force of *res judicata* and has been made enforceable;

(6) An action between the same parties based on the same facts and having the same object:

- Is not pending before a court of the requested State to which it was initially referred;
- Has not given rise to a decision handed down by a court of the requested State which satisfies the necessary conditions for recognition;
- Has not given rise to a decision handed down in a third State which satisfies the necessary conditions for its recognition on the territory of the requested State.

Article 36. EFFECTS OF RECOGNITION

Decisions recognized automatically may not be enforced or be the subject of a formal procedure, such as inscription in the public registers, until they have been declared enforceable. However, in matters of personal status, decisions which have acquired the force of *res judicata* may be entered in the civil registers without an enforcement order, provided that the law of the State in which the registers are kept does not preclude this.

Article 37. PROCEDURE FOR RECOGNITION

The procedure for recognizing decisions is governed by the law of the requested State.

In determining the jurisdiction of the court of origin, the requested authority shall be bound by the findings of fact on which that court based its jurisdiction, unless it is a question of decision by default.

Article 38. DOCUMENTATION

The party to the proceedings which invokes the authority of a judicial decision shall produce:

(1) A copy of the decision satisfying the requirements laid down for authentication;

(2) The original process of service of the decision or any equivalent original document in lieu;

(3) A certificate from the clerk of the court stating that there is no appeal against the decision or application for judicial review;

(4) Where applicable, a copy of the summons served on the defaulting party, certified as a true copy by the clerk of the court which gave the decision;

(5) Should the occasion arise, a document proving that the applicant is benefiting from legal aid in his State of origin.

Article 39. ENFORCEMENT ORDER

The requested judicial authority shall establish whether the decision whose enforcement has been requested satisfies the conditions set forth in this section regarding recognition and whether it is enforceable. It shall not proceed to any examination of the merits of the decision. Enforcement may be granted for one count only of the decision invoked.

Article 40. ARBITRAL AWARDS

Arbitral awards given in either State shall be recognized and enforced in the other State on the same terms as judicial decisions, insofar as those terms are applicable to them.

The enforcement order shall be granted in accordance with the procedures set forth in the preceding articles.

Article 41. SETTLEMENTS

Settlements which are enforceable in either State shall be recognized and declared enforceable in the other State on the same terms as decisions, insofar as those terms are applicable to them.

SECTION II. CHILD CUSTODY AND VISITING RIGHTS

Article 42. ENFORCEMENT OF JUDGEMENTS

With regard to child custody and the exercise of visiting rights, judicial decisions given on the territory of either State may be declared effective on the territory of the other by the courts of that State when they are enforceable and satisfy the conditions of paragraphs (1), (2), (3), (4) and (6) only of article 35 of this Convention.

Article 43. RULES GOVERNING CONFLICTS

With regard to child custody and the exercise of visiting rights, recognition or enforcement of a decision given in either State cannot be refused by the other State except in the following circumstances:

1. When the court of the State which gave the decision is:
 - That of the actual common domicile of the parents;
 - Or that of the domicile of the parent with whom the child customarily resides.

In determining the territorial jurisdiction of the court of the State which gave the decision, the requested authority in the other State shall be bound by the findings of fact on which that court based its jurisdiction, unless it is a question of decision by default.

2. When the court of the State which gave the decision has applied the following:

- (a) In cases where the parents are of the same nationality, the law of that State;
- (b) In cases where the parents are of different nationalities:

- Either the law of their effective joint domicile;
- Or the law of the domicile of the parent with whom the child customarily resides.

Article 44. DOCUMENTATION

The party invoking the authority of a judicial decision given in a case involving child custody or visiting rights, or the party which has requested the enforcement of such a decision, must present a certificate from the clerk of the court stating only that the decision is enforceable in the State where it was given, notwithstanding the provisions of paragraph 3 of article 38 of this Convention.

SECTION III. MAINTENANCE OBLIGATIONS

Article 45. ENFORCEMENT OF JUDGEMENTS

With regard to maintenance obligations, decisions given on the territory of either State may be declared effective on the territory of the other by the courts in that State as soon as they are enforceable and satisfy the conditions of paragraphs (1), (2), (3), (4) and (6) only of article 35 of this Convention.

Article 46. RULES GOVERNING CONFLICTS

In matters of alimony, the recognition or enforcement of the decision given in either State cannot be refused by the other State except in the following circumstances:

1. When the court of the State which gave the decision has declared itself competent because the customary domicile of the person entitled to alimony is located on its territory.

In determining the territorial jurisdiction of the court of the State which gave the decision, the requested authority in the other State shall be bound by the findings of fact on which that court based its jurisdiction, unless it is a question of decision by default.

2. When the court of the State which gave the decision has applied the law of the customary domicile of the person entitled to alimony.

Article 47. DOCUMENTATION

The party invoking the authority of a judicial decision given in a case involving maintenance obligations, or the party which has requested the enforcement of such a decision, must present a certificate from the clerk of the court stating only that the decision is enforceable in the State where it was given, notwithstanding the provisions of paragraph 3 of article 38 of this Convention.

PART VII. PROTECTION OF CHILDREN; CHILD CUSTODY
AND VISITING RIGHTS

Article 48. SPECIFIC JUDICIAL COOPERATION

For the purposes of this section, both States shall reciprocally guarantee the free exercise of custody rights over a minor on their territory, supervised by their judicial authorities, in the sole interests of the child. They shall also ensure the free exercise of visiting rights, especially in the State where the parent who does not have custody is domiciled. Furthermore, they shall reciprocally guarantee the due enforcement of judicial decisions given by the other State in these matters.

Article 49. DISPLACEMENT AND FAILURE TO RETURN CHILDREN

The displacement or failure to return a child shall be deemed unlawful:

(a) When there has been a violation of a custody right granted to a person or institution solely or jointly under the law of the State in which the child was customarily resident immediately prior to his displacement or failure to return, and

(b) When this right was exercised effectively and in good faith, either solely or jointly, at the time of the displacement or failure to return.

The right of custody stipulated in paragraph (a) of this article may be established by an *ipso facto* award, a judicial decision, or an agreement in force under the law of that State.

Article 50. ROLE OF THE CENTRAL AUTHORITIES

The central authorities shall take or facilitate every appropriate step to:

(a) Find an unlawfully displaced child;

(b) Provide information about the child's circumstances;

(c) Avoid placing the child in any further danger;

(d) Encourage an amicable solution and, where a voluntary return of the child cannot be arranged, organize a judicial return;

(e) Permit visiting rights to be established and exercised;

(f) Liaise with diplomatic or consular representatives from the other State to ensure the repatriation of the child, if necessary by authorizing departure from the State's territory.

Article 51. RIGHT OF ADMINISTRATIVE ACTION

1. In the event of a voluntary return being refused, the central authorities must refer the case through the government procurators in the courts dealing with civil matters to their competent judicial authorities at the earliest possible opportunity, either for the purposes of making the requesting State's operative decisions enforceable in the requested State, or of coming to a decision on the request for the return of the child.

2. The judicial authorities may also be asked to consider the matter directly by the party concerned.

3. The court which has or is presumed to have jurisdiction over the minor shall be requested to enforce the decisions.

Article 52. VOLUNTARY RETURN

The central authority of the State where the displaced or unlawfully detained child is located shall take any measures it deems appropriate to ensure the child's voluntary return. Specifically, it shall convene hearings for the person who initiated the child's displacement or failure to return and, through the government procurators in the courts, urge him to comply with his obligations.

Article 53. JUDICIAL RETURN

1. When a child has been displaced or unlawfully detained as stipulated by article 49, and when less than a year has elapsed between the child's displacement or failure to return and the submission of the request to a judge in the State where the child is located, the child's immediate return shall be ordered forthwith by the judge.

2. Even if the judge is notified after the expiration of one year as stipulated in the preceding paragraph, he shall still order the child to be returned unless it can be established that the child has integrated well into his new environment.

3. Notwithstanding the preceding provisions, the judge is not obliged to order the child's return if the person opposing the measure can show that:

(a) At the time of the cited abduction, the holder of the right of custody was not exercising that right effectively or in good faith; or

(b) The return of the child would seriously jeopardize the child's health or safety as a result of an unexpected and exceptional event.

4. In evaluating the factors set forth in this article, the judge must take account of information communicated to him by the central authority of the customary domicile, particularly with regard to the legislation in force and the judicial decisions that have been given.

5. A decision on returning the child shall not affect the merits of the right of custody.

When the judge is asked to consider a request to return a child and a request to change the right of custody, he may not rule on the merits of the right of custody until he has established that the conditions of this Convention concerning the return of children have not been satisfied.

Article 54. NOTIFICATION AND ROLE OF CONSULAR OFFICIALS

1. At the request of the parent who has custody over the child, judicial decisions which award custody rights and are handed down by courts in either State—when one parent is French and the other Djiboutian—shall, for notification purposes and through the government procurator's office, be brought to the attention of consular officials of the State of which the parent who does not have custody is a national.

2. Consular officials of either State, when issuing a passport or other travel document to a child who has one French and one Djiboutian parent, must satisfy themselves that the parent who has custody under the law of the State where he or she is resident has consented to the child being displaced.

Article 55. VISITING RIGHTS

1. A request to establish or safeguard the exercise of visiting rights may be sent to the central authority.
2. The provisions of a judicial decision concerning visiting rights shall be recognized and enforced on the same terms as decisions regarding custody rights.
3. The central authority:
 - (a) Shall insofar as is possible take appropriate measures to eliminate obstacles to the peaceful exercise of visiting rights;
 - (b) May ask a competent court, through the government procurator's office, to establish or safeguard visiting rights. This court may establish mechanisms for establishing and exercising visiting rights;
 - (c) May ask a competent court, through the government procurator's office, to come to a decision on visiting rights, when no such decision has been made or when the recognition or enforcement of the decision concerning custody has been refused.

PART VIII. RECOVERY OF ALIMONY

Article 56. FUNCTIONS OF THE CENTRAL AUTHORITIES

1. Within the framework of the procedures for the collection of alimony abroad, the central authorities shall assist each other in the search for and examination of defaulters residing on the territory of either State and in the out-of-court collection of alimony.
2. The central authorities may transmit requests for the recognition or enforcement of a judicial decision relating to alimony obligations.
3. The central authorities may, through the government procurator's office, refer the matter directly to their competent judicial authorities in order to have such decisions rendered enforceable.
4. The central authorities shall, in accordance with the provisions of their national law, follow up requests for compulsory enforcement of decisions that have already been made enforceable and to this end shall refer the matter to their competent authorities.

PART IX. EVIDENTIARY VALUE AND ENFORCEMENT OF PUBLIC DOCUMENTS

Article 57. EVIDENTIARY VALUE

Public documents and specifically notarial instruments drawn up by public officials or officers of the court in either State shall, from the judicial point of view in the other State, have the same evidentiary value as corresponding documents drawn up by public officials or officers of the court in that State.

Article 58. ENFORCEABLE NATURE OF DOCUMENTS

The documents named in the preceding article which are enforceable in either State shall be declared enforceable in the other State by the competent authority in accordance with the law of the State where enforcement has been requested.

The said authority shall examine only the question of whether the documents meet the necessary conditions for their enforcement in the State where they have

been received and whether the provisions whose enforcement is sought are not contrary to public order in the State where enforcement has been requested.

PART X. GENERAL PROVISIONS

Article 59. EXEMPTION FROM LEGALIZATION

1. Notarial instruments drawn up on the territory of either State shall be exempt from legalization or any similar formality when they are presented on the territory of the other State.

2. The following shall be considered notarial instruments for the purposes of this Convention:

- Documents originating from an authority or official responsible to a court of the State, including documents from the government procurator's office, a clerk of the court or a bailiff;
- Administrative documents;
- Notarial instruments;
- Official instruments such as registration statements, authenticated date visas and certifications of signature affixed to private documents.

3. Where there is serious doubt about the authenticity of a notarial instrument, it shall be verified through the central authorities.

Article 60. CIVIL STATUS

Upon request and free of charge, the two States shall transmit to each other records of any civil registration documents relating to their nationals.

Such transmission shall be effected through diplomatic or consular channels. However, nationals from either State may refer directly to the competent authority in the other State.

Civil registration records drawn up or transcribed at the diplomatic or consular missions of either State shall be assimilated to the civil registration records drawn up on the territory of that State.

Article 61. EXERCISE OF THE PROFESSION OF AVOCAT

In any civil proceeding relating to personal status or social, commercial or administrative matters, *avocats* members of a French or Djiboutian bar may represent the parties before courts and judicial organs of the other State, whether in the preliminary investigations or in court, under the same conditions as *avocats* of that State.

An *avocat* who avails himself of the option of representing the parties before a court or any other judicial organ of the other State shall respect the professional rules and local practices in force in the host State, without prejudice to the obligations incumbent upon him in the State of origin. He shall be presented to the court by the *bâtonnier* in the host State, to whom he shall indicate, in particular, the professional organization to which he belongs and the courts before which he normally practises, establishing his capacity as *avocat*. He must be represented by an *avocat* of that State and, for the purpose of receiving any notification provided for by the law, he must elect as his domicile the office of that *avocat*.

PART XI. FINAL PROVISIONS

Article 62

1. Each Contracting State shall notify the other of the completion of the procedures required by its Constitution for the entry into force of this Convention. Notifications stating that these procedures have been completed shall be exchanged at the earliest opportunity.

2. This Convention shall enter into force on the first day of the second month following the date on which the final such notification is received.

3. Either State may denounce this Convention at any time by sending notification of denunciation to the other State through the diplomatic channel; such denunciation shall take effect one year after the said notification has been received.

IN WITNESS WHEREOF, the representatives of the two Governments, duly authorized for that purpose, have signed this Convention and affixed their seals thereto.

DONE at Djibouti, on 27 September 1986, in duplicate in the French language, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[ROBERT THOMAS]

For the Government
of the Republic of Djibouti:

[MOUMIN BAHDON FARAH]

STANDARD FORM (ARTICLE 20)

Certificate of service

The requested authority instructed to proceed to the service of the document certifies:

1. That the request was executed

on

at

2. In the following manner:

By post

By bailiff

By service

3. And that the document was served on (appropriate reference to recipient)

4. The request was not executed for the following reasons:

DONE at Djibouti, on 27 September 1986

Signature and/or seal

STANDARD FORM (ARTICLE 21)

Recipient:

Form describing basic data to be included in document

Requesting authority (seal of the officer of the court indicating address)

Names of the parties(*):

Judicial document

- (1) Title of the document:
- (2) Subject of the proceedings and, where applicable, amount of the claim:
- (3) Date and place of appearance:
- (4) Time limits stipulated in the document:
- (5) Court issuing the decision and date of decision:

Extrajudicial document

- (1) Title of the document:
- (2) Time limits stipulated in the document:

(* If necessary, the name and address of the person concerned in the transmission of the document.
